agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/RD CONGO - A la recherche du responsable de l'échec du sommet sur le Kivu

Kinshasa (Agence Fides) – « Il est impensable qu'un individu, un représentant d'un régime de plus en plus despotique et dictatorial soit en mesure de faire échouer une réunion internationale pour la paix en République démocratique du Congo » (RDC) affirme un éditorial envoyé à l'Agence Fides par les missionnaires du Réseau Paix pour le Congo en se référant au mini sommet convoqué par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, au Kivu, dans l'est de la RDC, région affectée par les actions de différentes formations armées et en particulier par celles du groupe M23.

« Tous les participants, sauf un – affirme la note – ont convenu de condamner les violences commises par le M23 (occupation militaire du territoire de Rutchuru, au Nord Kivu, la mise en place d'une administration parallèle à celle de l'Etat, l'imposition de taxes illégales, recrutement forcé même de mineurs d'âge, viols, pillages ...). Tous, sauf un, ont convenu de condamner le soutien que le M23 continue de recevoir de l'extérieur. Même si on a parlé dans une langue trop diplomatique – en ne mentionnant pas expressément le nom - tout le monde sait que l'appui reçu par le M23 provient du Rwanda qui, toutefois, s'obstine à nier son implication dans le conflit, en dépit de l'abondante documentation qui en apporte les preuves. Acculé, le président rwandais Paul Kagamé a même quitté la salle de réunion en bloquant, par conséquent, la possibilité de parvenir à un accord sur un communiqué commun ».

Le Réseau Paix pour le Congo se demande donc s'il n'est pas le cas d'adopter des sanctions internationales contre le Rwanda telles que par exemple un embargo sur l'acquisition et sur les importations d'armes, l'interruption de toute forme de collaboration militaire, la suspension de l'acquisition des minéraux provenant du Rwanda en ce que parmi eux se trouvent également des minerais d'origine congolaise, exportés illégalement et étiquetés au Rwanda, le blocage des financements destinés au gouvernement dont l'interruption ne porterait pas préjudice à la population civile la plus pauvre…

Ceci sera possible seulement si cessent les complicités internationales desquelles le régime rwandais a jusqu'ici bénéficié et sur lesquelles retombent « la terrible responsabilité des 800.000 victimes du génocide rwandais de 1994 et des 6.000.000 à 8.000.000 de victimes congolaises fauchées au cours des différents stades de la guerre qui a débuté en 1996 » conclut la note. (L.M.) (Agence Fides 05/10/2012)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it